

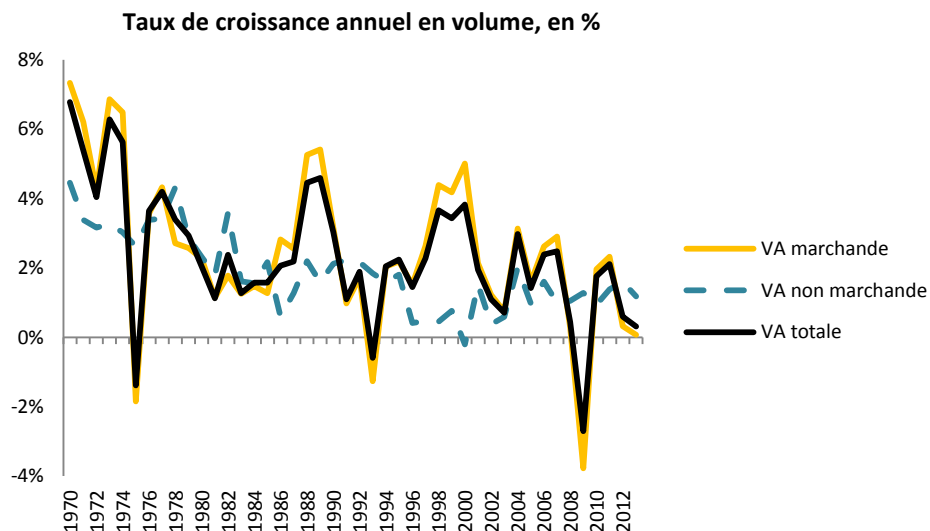
<p><b>Quelle est la vraie place de la sphère non marchande dans l'économie française ?</b></p>
--

Jeudi 30 avril 2015

Le présent flash étudie la place de la sphère non marchande dans l'économie française.

### 1. Valeur ajoutée marchande, valeur ajoutée non marchande : quelques définitions

Selon l'approche dite de la production<sup>1</sup>, le PIB mesure la somme des valeurs ajoutées (soit la différence entre la production et les consommations intermédiaires) dans l'économie à laquelle il convient d'ajouter les impôts sur les produits et de soustraire les subventions sur les produits. Depuis l'introduction de la « base 1971 »<sup>2</sup> publiée pour la première fois en 1976, il est possible de séparer les **activités « marchandes »** (agriculture, industrie, construction, services marchands) des activités « **non marchandes** » (dont l'administration et l'enseignement, largement du ressort de l'Etat en France, mais également la santé, y compris la médecine libérale...) sans que cette distinction ne recouvre parfaitement la frontière entre « public » et « privé »<sup>3</sup>. Les comptables nationaux parlaient jusque-là de « **production intérieure brute** », résultat des activités « productives » : avec l'intégration du secteur non marchand, **la PIB devint le PIB** (produit intérieur brut). D'un point de vue conceptuel, alors que le système de prix permet de quantifier la production dans les activités marchandes, l'absence d'un tel système au sein des activités non marchandes<sup>4</sup> suppose la fixation de conventions. Ainsi, la **principale convention** consiste à **évaluer les services non marchands à leur coût de production** (rémunérations des fonctionnaires, produits utilisés comme consommation intermédiaires, impôts sur la production...). Selon l'INSEE, la VA produite en France en 2013 s'élevait à près de **1 856Md€** en volume, dont **1 433Md€** de VA « **marchande** » (soit environ 77 %) et **423Md€** de VA « **non marchande** » (23 %). Sur longue période, il apparaît que la ventilation entre les deux a été relativement stable, avec une légère augmentation de la part de la VA marchande. En effet, et conformément à l'intuition, la **VA marchande est plus dynamique en régime de croisière**, alors que la VA non marchande est plus lisse (une seule année de recul, en 2000), d'où une progression plus rapide de façon ponctuelle lorsque le secteur privé connaît un épisode récessif (1975, 1993, 2009) ou de faible croissance (2012, 2013).



Source : Afep à partir d'INSEE.

<sup>1</sup> Deux autres approches (« demande » et « revenus ») sont également utilisées de façon courante.

<sup>2</sup> En comptabilité nationale, une « base » est un choix de système conceptuel, de nomenclatures d'activités et de produits, de sources statistiques... L'INSEE est récemment passé à la « base 2010 » (voir flash éco du 17 avril 2014).

<sup>3</sup> En toute rigueur, on parle de services « principalement marchands » ou « principalement non marchands » dans la mesure où une même branche peut héberger de la production marchande et de la production non marchande (R&D, médico-social...).

<sup>4</sup> La production non marchande est « fournie à d'autres entités soit gratuitement, soit à un prix économiquement non significatif » (c'est-à-dire qui couvre moins de la moitié des coûts de production). Contrairement à la production marchande, qui vise à générer un profit, la finalité de la production non marchande est la production elle-même.

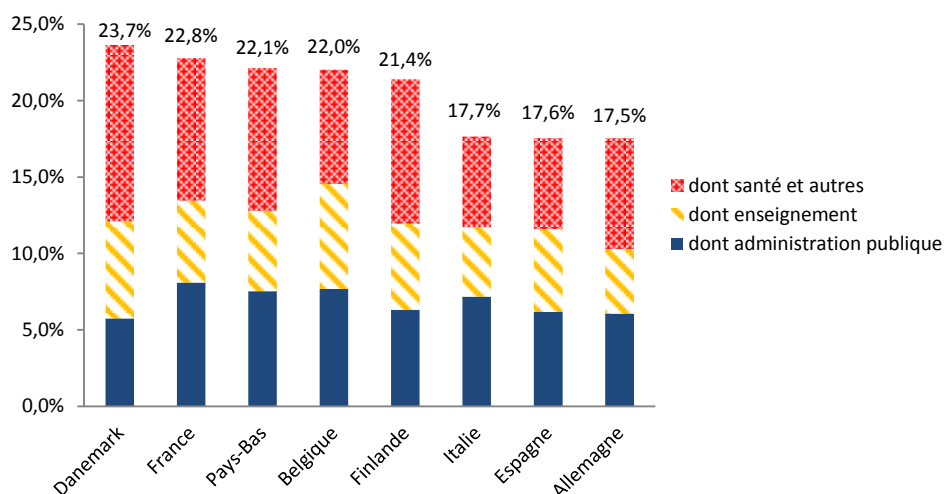
## 2. Part dans le PIB ou équivalence par rapport au PIB ? Du bon usage des indicateurs

Dans le débat public, il est souvent fait mention du haut niveau des **dépenses publiques** en France, qui ont représenté en 2014 l'équivalent de 57,2 % du PIB. Par abus de langage, on parle également d'une « part » élevée des dépenses publiques dans la richesse nationale. Cette **dérive sémantique** conduit parfois certains observateurs à affirmer que la sphère publique produit effectivement près de 60 % de la richesse nationale, et que la hausse constatée sur la période récente (le ratio était de 52 % du PIB en 2007) signifie *ipso facto* une réduction de la part du secteur marchand. Il s'agit là de **deux erreurs de raisonnement fondamentales** : comme indiqué plus haut, la VA produite par le secteur non marchand représente un peu moins d'un quart de la VA totale et baisse légèrement depuis 1970. Confondre le ratio dépenses/PIB avec celui rapportant la VA non marchande à la VA totale, c'est **confondre un ratio d'équivalence** (le PIB est l'agrégat macroéconomique le plus utilisé) **avec une part**, ce qui n'a rien à voir d'un point de vue logique et arithmétique<sup>5</sup>. Si l'on décompose le PIB par grands postes selon l'approche de la demande, la somme des dépenses de consommation finale des administrations et de l'investissement public représentait une part de de **28 %** du PIB en 2013. Enfin, les trois fonctions publiques employaient **22 %** des personnes occupées en équivalents temps plein en 2013.

## 3. La valeur ajoutée non marchande en comparaison européenne

Avec une VA non marchande représentant un peu moins d'un quart de la VA totale, la France se situe dans le **haut de la moyenne européenne (19 %)** en compagnie des pays nordiques et au-dessus des trois autres grands pays de l'UE. La rubrique « **Santé et autres** » expliquerait les **deux tiers** de l'écart avec l'Espagne et l'Italie et environ **40 %** avec l'Allemagne ; le poste « administration publique » compterait également pour 40 % dans l'écart franco-allemand, qui est au total de 5 points de VA. Il est à cet égard intéressant de noter que les niveaux absolus de VA non marchande sont similaires dans les deux pays alors même que la VA totale est supérieure outre-Rhin de 30 %.

Part de la VA non marchande par grand poste en 2013, en %



Source : Afep à partir d'Eurostat.

\*\*\*

*Depuis une quarantaine d'années, la comptabilité nationale a fait des progrès importants dans la prise en compte des activités auparavant jugées « improductives » et, à choisir, le PIB est sans doute préférable à la PIB. Selon l'indicateur retenu, la vraie place des activités non marchandes dans l'économie française se situerait dans une fourchette comprise entre 20 % et 30 %, ce qui est significatif mais très inférieur aux résultats des ratios d'équivalence. D'un point de vue méthodologique, ce débat rappelle l'extrême rigueur nécessaire lors de l'utilisation d'indicateurs en apparence simples mais en réalité complexes, et renvoie à la question des frontières entre deux « sphères » qui ne sont pas étanches.*

<sup>5</sup> Le taux de prélèvements obligatoires (en % du PIB) est également un ratio d'équivalence et non une part. Il est utile de rappeler que plus de la moitié des dépenses publiques sont des dépenses de prestations et autres transferts (pensions...) : pour celles-ci, les administrations publiques ne sont que des intermédiaires entre les autres agents économiques (ménages, entreprises). En calculant un ratio dépenses publiques/PIB net de ces éléments, on aboutit à un taux d'environ 25 %.